Bulletin quotidien, 19 juillet 2013

Date : 19/07/2013
Page : 1
Région : EVÉNEMENTS ET PERSPEC...
Métropole : Quotidien
Section : 100 %

Bulletin Quotidien

Les députés ont voté la création d'un Haut Conseil des territoires

Poursuivant hier l'examen du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, les députés ont voté plusieurs dispositifs importants du texte.

Afin de clarifier les compétences des collectivités territoriales et tenter de répondre à la question "qui fait quoi ?", les députés ont ainsi adopté la désignation de chefs de file pour mener des projets à terme. Les régions seront ainsi chargées, en tant que chefs de file, des actions en matière d'aménagement numérique, de développement économique, d'enseignement supérieur et recherche. Le "chef de file", selon le terme employé à l'envi dans l'hémicycle, reviendra aux départements notamment pour les domaines de l'action sociale, de l'autonomie des personnes et aux communes pour les modes de transports alternatifs.

Députés du Front de Gauche et de l'UMP ont conjugué leurs critiques à l'égard de ce dispositif. M. Marc DOLEZ (FG, Nord) a proposé, en alternative - mais en vain -, une structure de "concertation et de coopération entre les différents niveaux de collectivité", une conférence des exécutifs.

En revanche, les députés ont adopté la création d'un Haut conseil des territoires, initialement prévu dans le 3^{ème} texte portant réforme de la décentralisation (cf. "BQ" du 4 juillet). Ce Haut conseil sera "un espace de discussion entre le gouvernement, les collectivités et le Parlement", qui répond à une "préoccupation des associations d'élus locaux", a indiqué le rapporteur du texte, M. Olivier DUSSOPT (PS, Ardèche). Présidé par le Premier ministre, il associera en effet représentants du gouvernement, du Parlement et de chaque catégorie de collectivités territoriales. Les députés ont adopté un amendement de M. Jacques FELISSARD (UMP, Jura), président de l'Association des maires de France, et prévoyant que ce Haut conseil puisse être saisi par le président de l'AMF, celui des départements de France (ADF) ou encore celui des régions de France (ARF). Sur proposition du gouvernement, les députés ont aussi voté la création d'un "observatoire de la gestion publique locale" qui sera rattaché au Haut conseil des territoires. Il sera composé de fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales.

Ils ont aussi voté un amendement de M. DUSSOPT, reprenant une proposition de loi déposée par les sénateurs Jacqueline GOURAULT (UDI, Lot-et-Cher), présidente de la Délégation aux collectivités territoriales, et Jean-Pierre SLEUR (PS, Loire), président de la commission des Lois, adoptée par le Sénat en janvier 2013. Il substitue à la commission consultative d'évaluation des normes un Conseil d'évaluation des normes (cf. "BQ" des 24 janvier et 31 mars). Celui-ci sera "obligatoirement consulté sur l'impact financier des projets de textes réglementaires ainsi que des projets de loi créant ou modifiant des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs groupements".

Les députés ont aussi voté grâce aux voix de l'UMP un amendement Front de gauche expliquant notamment que "la compensation intégrale des transferts de compétences de l'Etat vers les collectivités doit être réellement assurée". Ils ont aussi passé beaucoup de temps sur un autre amendement FG, finalement rejeté, écrivant que la commune "occupe une place fondamentale dans l'architecture locale de notre République".

Tous droits de reproduction réservés